

"L'Inde aurait été touchée de toutes façons par le ralentissement"

Adeline Haverland - 17/04/2009 17:04:00

Qu'en est il du miracle économique indien ? Au lendemain de l'ouverture des quinzième élections fédérales Jean-Joseph Boillot, économiste membre du CEPII, revient sur la situation économique du pays.

Dans quelle situation économique le parti vainqueur trouvera-t-il le pays ?

On ne peut pas parler de véritable crise de l'économie indienne puisqu'il n'y a pas de mouvement de panique économique et financière. Pour l'instant il s'agit plutôt d'un fort, très fort ralentissement puisqu'on passe de 9% à 4-5%. L'ampleur du choc est lié à la conjugaison du cycle domestique et de la crise global. D'une part, au niveau strictement interne, l'Inde est en effet dans une situation «post exubérance». Entre 2002 et 2009, le PIB du pays croissait au rythme insoutenable de 9% avec une inflation salariale importante et une économie d'endettement comme ailleurs.

Même sans la crise mondiale, le rythme de croissance du PIB aurait donc ralenti comme en 1996. D'autre part, la crise mondiale a nettement accentué le ralentissement interne. Les attentats de Bombay ont définitivement mis le pays en état de choc et la perte de confiance a gagné la population. Grâce au cycle électoral, le gouvernement indien a mené un peu sans le faire exprès une véritable politique contracyclique qui a amorti le double choc interne et global.

En trois plans de stimulation budgétaire et monétaire, il a ainsi dépensé au quelques mois l'équivalent de 6 points de PIB. Les mesures ont été relativement efficaces pour soutenir la consommation, notamment celle des classes populaires, celles qui font les élections dans ce pays. Mais inversement, il a aussi contribué à creuser considérablement le déficit du pays. On peut parler d'un véritable dérapage fiscal. Le gouvernement, qui prendra le pouvoir, trouvera des caisses vide. Compte tenu d'un déficit extérieur qui se creuse rapidement et d'échéances financières majeures prévues en 2009, il n'est évidemment pas exclu que l'Inde doive faire appel au Fond monétaire international si la crise internationale restait forte, si le résultat des élections était fortement instable et enfin si la mousson était exécrable. Mais on en n'est pas encore là. Comme le dit un proverbe indien: "La liane plie mais ne rompt pas".

L'économie indienne repartira-t-elle plus rapidement que [celle de son voisin chinois?](#)

La Chine a les moyens de repartir plus vite que l'Inde. D'une part, l'économie chinoise fonctionne selon un schéma top-down, très centralisé, qui permet de mobiliser rapidement des moyens financiers considérables et les principaux acteurs économiques. C'est une configuration très favorable à une relance de type keynésienne. D'autre part le pays a engrangé un trésor de guerre avec un excédent structurel des paiements: plus de 3000 milliards de dollars de réserves, dix fois plus que l'Inde.

L'Inde, à l'inverse, fonctionne selon un schéma bottom-up. C'est une économie de marché très décentralisée et en outre véritablement fédérale. Contrairement à la Chine, il y est donc plus difficile de coordonner tous les acteurs en vue de relancer l'économie. Par ailleurs, l'économie chinoise repose sur trois piliers : les exportations, l'investissement et dans une moindre mesure, la consommation privée. Aujourd'hui, les exportations sont en berne, mais l'Etat soutient massivement l'investissement et tente de le faire pour la consommation domestique en renforçant la confiance des ménages bien érodée par les licenciements dans les industries exportatrice ou dans le BTP.

L'Inde quant à elle, a une économie qui s'appuie largement sur la consommation privée (65% du PIB contre 40% en Chine). Aujourd'hui, seules les zones rurales continuent de consommer grâce à une bonne situation de l'agriculture et à sa faible exposition à l'économie mondiale. Mais si elles venaient à ralentir leur consommation alors le moteur économique du pays serait en panne car ni l'investissement public, ni l'investissement privé ni les exportations ne pourraient prendre le relais.

Selon toute vraisemblance, c'est d'abord la Chine puis les Etats-Unis qui devraient repartir, puis viendra le tour de l'Inde. La vraie question est de savoir combien de temps ça va durer ? Après la crise asiatique de 1997 et celle de la bulle internet en 2000, il a fallu trois ans pour remettre l'économie indienne sur les rails. Voilà véritablement l'enjeu économique des importantes élections qui viennent de commencer dans la plus grande démocratie du monde à défaut d'être la plus parfaite...

Quelles sont les solutions proposées par les différents partis en lice pour relancer l'économie ?

On a l'habitude de dire que la question économique n'est pas un enjeu en Inde compte tenu d'un fort consensus sur l'orientation des réformes. C'est un peu faux en raison des conflits d'intérêt évidents entre les partis régionaux assez populistes et les deux partis nationaux, le Congrès et le BJP. Les partis nationaux sont plus ou moins d'accords sur les réformes de marché à adopter même si le Congrès veut accentuer la « démocratie sociale à l'indienne » tandis que le BJP serait une sorte de parti ultra-libéral autoritaire.

Les partis locaux sont eux assez populistes en matière économique car l'autonomie budgétaire en Inde est très faible. Ils ont donc tendance à faire de New Delhi le bouc-émissaire de la rigueur budgétaire et à surenchérir en termes de promesses électorales. Et la question n'est pas simple. En démocratie c'est

l'éternelle tension entre dépenses directement productives et dépenses indirectement productives, entre l'économique et le social. Selon le nombre de siège qu'obtiendront à la mi-mai les partis régionaux populistes, l'équilibre économique du pays pourrait être plus ou moins fortement affaibli au moment même où il conviendra d'arrêter l'hémorragie budgétaire.